

# Entretien avec Benjamin Bayart

Xavier de la Porte, revue *L'Impossible*

Avril 2012

<http://www.limpossible.fr/>

*Article OCRisé et relu par piti, avec l'aide de Siltaar, quota\_atypique et zorun*

*Benjamin Bayart est un personnage écouté dans le monde du numérique. Depuis 1998, il préside FDN (French Data Network) qui est à la fois le plus vieux fournisseur d'accès à Internet en France et – à la différence des énormes machines que sont Free, Orange et des autres – une association. Un lieu singulier à partir duquel Benjamin Bayart prend régulièrement position dans les débats qui agitent le monde numérique.*

*En grand connaisseur de l'infrastructure si particulière d'Internet, sa réflexion s'articule à partir des réseaux. Mais le réseau, ça rejoint la politique. C'est ce point de jonction qui m'intéresse. Un détail : lors de notre première rencontre, Benjamin Bayart avait les doigts couverts d'encre. Il venait de quitter les deux vieilles presses qui occupent ses week-ends.*

**XAVIER DE LA PORTE** — *FDN est-il une forme d'utopie, une sorte d'espace à part ?*

**BENJAMIN BAYART** — Non. C'est juste du réseau comme on en a toujours fait. Le plan d'investissement quinquennal – la méthode étatique 1955 – ça ne s'est pas pratiqué dans Internet, ou très peu. Tous les réseaux qu'on a essayé de monter comme ça ont échoué. Le Minitel s'est effondré de lui-même sous le poids de son immobilisme. La rupture d'Internet est liée à des questions techniques. L'approche technique fondamentalement a-centrée, et le mécanisme de la commutation de paquet à la place de la commutation de circuit, ce sont les deux grandes innovations de l'Internet, et c'est elles qui font que le réseau croît parce qu'il est passif. Le réseau en lui-même ne fait rien. Tout est dans les services. Tu es passé du site web que tu consultais avec ton modem 14k en HTML tout statique à des sites web complètement interactifs avec de la vidéo sans qu'à aucun moment on ait changé le réseau. On a changé les terminaux tout le temps. Ton téléphone ne pouvait pas lire de la vidéo il y a trois ans, maintenant il y parvient. Il y a cinq ans, ton ordinateur était incapable d'aller sur un site web qui bouge dans tous les sens, maintenant il y arrive très bien. On change tout en permanence, sauf le réseau. Pourquoi ? Parce qu'il est bête. C'est exactement le même jeu qu'avec le réseau électrique. Fondamentalement, le réseau électrique n'a pas changé depuis 1930, ce sont des fils en cuivre, et rien d'autre. On y fait passer du courant, on s'est fixé 220 volts, on s'y tient. Et avec 220 volts sur un réseau en cuivre, on peut faire n'importe quoi. Internet fait exactement ça. Parce que le réseau est bête, on peut faire n'importe quoi. On peut faire n'importe quoi vite ou n'importe quoi lentement, mais on peut faire ce qu'on veut.

**XP** — *Je reviens à mon idée. Dans quelle mesure FDN est-il un réseau différent ? Quand, par exemple, vous décidez de fournir des accès en bas débit et gratuits, à part le coût de la communication téléphonique, aux Égyptiens et aux Tunisiens qui ont vu leurs réseaux coupés par leurs gouvernants, vous faites autre chose que de la fourniture d'accès...*

**BB** — Pas vraiment. Ça demandait cinq minutes pour vérifier que les configurations étaient bonnes et annoncer le truc. Sur le plan technique, on n'a rien fait d'extraordinaire dans cette affaire là. Sur le plan politique, la grande question n'est pas pourquoi nous on l'a fait, mais pourquoi les autres ne l'ont pas fait. Ce n'est pas pour ce que ça leur coûte : ça ne coûte rien. Ce n'est pas pour le temps de travail que ça représente : un petit quart d'heure. Les infrastructures sont en place, la question c'est : est-ce qu'on s'en sert ?

**XP** — *Vous vous êtes aussi positionnés contre Hadopi.*

**BB** — Oui. Parce que ce truc est idiot. Il dénote une incompréhension des réseaux. Il ne faut pas croire que FDN se mêle de politique, nous, on fait du réseau. Ce sont les politiques qui sont venus se mêler de réseau pour y faire n'importe quoi.

**XP** — *Mais c'est logique que les politiques se mêlent de réseau...*

**BB** — Qu'ils se mêlent de ce qui se passe sur le réseau, c'est normal. Insulter, par exemple, c'est interdit, ça relève de la loi, donc l'interdiction s'applique aussi sur Internet. Et il est normal que la police soit formée et outillée pour intervenir sur le réseau lorsque la loi est transgressée. Je dis bien : dans ce qui se passe sur le réseau. C'est compliqué à expliquer. Le réseau est la réalité physique du monde numérique. Les politiques ne se mêlent pas de la réalité physique du monde. La constante universelle de la gravité vaut 9,81 à Paris, ça n'est pas par décision politique. La façon dont fonctionne physiquement Internet ne relève pas d'un choix politique. Vouloir modifier le fonctionnement technique d'Internet pour le faire coller à des objectifs politiques est une ânerie. Ça dénote une profonde ignorance.

**XP** — *Tu n'es pas le seul à dire ça. Quels sont les exemples de cette ignorance ?*

**BB** — Deux exemples, Hadopi et Loppsi. L'idée qui est derrière Hadopi, ma grand-mère aurait pu l'avoir : les enfants font des bêtises avec Internet, on les prive donc d'Internet, comme on les prive de télé. C'est débile. Priver quelqu'un de l'accès à Internet sous la forme d'une condamnation pénale — dans le cadre de la justice qui s'exerce contre un citoyen adulte et responsable — c'est le priver de son droit de s'exprimer. C'est sans précédent dans l'histoire. On ne condamne jamais quelqu'un à ne plus avoir le droit de parler. Ça n'a pas de sens. Les politiques n'ont pas compris ça. On le leur a dit pendant les deux ans de travail qu'ils ont consacrés à cette question. Ils ont eu l'illusion que c'était une petite peine alternative, mais ils se trompaient. C'est une peine grave. Extrêmement lourde. Aller sur ce terrain est dangereux. Et au final, c'est le Conseil Constitutionnel qui le leur a dit. Loppsi, c'est autre chose. Ça consiste à dire que le pédopornographique est si grave qu'on ne peut pas attendre six mois que la justice se prononce, et qu'il faut donc donner à la police le moyen de filtrer les sites web. C'est une idée tout à fait simpliste. Ça signifie que la police va dresser des listes de sites web interdits — listes secrètes, pour ne pas créer un annuaire du pédopornographique estampillé « République française » — et bloquer ces sites. C'est-à-dire que la police, sur décision secrète, va interdire l'accès à un site web sous prétexte qu'il est pédopornographique. Mais comment vérifie-t-on ? En France, on sait depuis longtemps que censurer sur décision secrète du ministère de la police n'est pas une grande idée. On ne se permettrait ça dans aucun autre domaine. Si on disait que le ministère de l'Intérieur a le droit d'interdire la publication d'un livre ou la sortie d'un journal sur décision secrète, sans aucune procédure de justice, ça ferait bondir tout le monde. Parce que là, tout le monde comprend de quoi on parle.

**XP** — *Quelles sont tes hypothèses pour expliquer cette incompréhension ?*

**BB** — J'ai deux pistes. Les députés, eux, ne comprennent vraiment rien. Pour la plupart, c'est une question de génération. Ce n'est pas leur domaine de compétence et ils ne peuvent pas consacrer de temps au sujet. Du coup, en dehors des rapports parlementaires, ils font un peu n'importe quoi parce qu'ils n'ont pas les moyens de faire mieux. Le cas des ministres est différent. Un ministre peut être aussi ignorant qu'un député mais il a un cabinet et une administration. Avant de proposer un texte, un ministre a fait travailler des gens qui ont eu du temps et des moyens. On pourrait en attendre plus que ce que l'on trouve au café du Commerce. Ce n'est pas le cas, et on ne peut pas évoquer l'ignorance. Donc soit ils bâclent leur travail, soit ils savent ce qu'ils font, et le font délibérément.

**XP** — *Pourquoi le feraient-ils délibérément ?*

**BB** — Parce qu'ils n'aiment pas Internet. Parce que c'est dangereux, Internet.

**XP** — *En quoi est-ce si dangereux ?*

**BB** — Ils sont très embêtés par la façon dont Internet fonctionne. Parce qu'il n'y a pas de centre émetteur, on ne peut donc pas contrôler. Tout peut s'exprimer, y compris ce qu'on n'a pas envie de voir s'exprimer. La contradiction peut être apportée sur un terrain où on ne voulait pas de contradiction. On ne peut plus emporter l'adhésion aussi facilement, etc. C'est un milieu difficile dont ils ne savent pas se servir.

**XP** — *Tu valides donc l'hypothèse que ce n'est pas l'ignorance, mais au contraire une très bonne compréhension qui les pousse à intervenir sur la manière dont fonctionne le réseau ?*

**BB** — Je dis simplement que si ce ne sont pas des démocrates, ils ont de bonnes raisons d'en avoir peur. Parce que la démocratie, c'est justement la possibilité que le peuple s'empare d'un débat, ou se forge librement une opinion qui devienne majoritaire.

**XP** — *Tu dis en gros que la crainte d'Internet révèle les failles dans la conception démocratique des gens qui nous dirigent ?*

**BB** — En effet, et on l'a découvert tout récemment. Avec Montesquieu. L'idée que l'élection est une forme biaisée de démocratie parce qu'elle crée une aristocratie. Une aristocratie élective, mais une aristocratie. On le sait depuis Montesquieu et Rousseau.

**XP** — *Est-ce que les réseaux ne créent pas eux aussi des formes d'aristocratie ? Une forme d'aristocratie technico-politique, composée de ceux qui maîtrisent, comprennent, codent ?*

**BB** — C'est très différent. On peut empêcher quelqu'un de rentrer dans l'aristocratie élective. Pas d'agir dans les réseaux. Le monde numérique est une méritocratie. Et ça donne une vraie responsabilité à ceux qui savent.

**XP** — *Y a-t-il selon toi une vraie différence entre les politiques de droite et les politiques de gauche ?*

**BB** — Une fois qu'ils ont compris, il y a des fondamentaux qui peuvent changer. Mais les points de désaccord sont relativement faibles. Par exemple, dans le débat sur la neutralité du Net, il y a divergence entre Laure de la Raudière, qui a traité le sujet côté UMP, et Christian Paul, côté PS. La neutralité du réseau, c'est le fait que le réseau garde un comportement complètement passif, et permette tous les possibles. Un réseau non neutre est un réseau dans lequel un fournisseur d'accès privilégie tel service plutôt que tel autre, parce qu'il touche un petit pourcentage ou qu'il a pris des parts dans ce service — c'est pourquoi, par exemple, Dailymotion fonctionne mieux que Youtube sur Orange, parce qu'Orange est actionnaire de Dailymotion et pas de Youtube. Laure de la Raudière estime que la main invisible du marché va réguler et garantir la neutralité du réseau par la libre concurrence, que les gens iront vers des fournisseurs d'accès garantissant la neutralité plutôt que vers les autres. Christian Paul considère que cette main invisible ne fonctionne pas — surtout quand cinq opérateurs seulement se partagent le plus gros du marché. Ils s'opposent sur la méthode et l'ordre des priorités, mais pas sur les objectifs à atteindre, sur le sens structurant de la neutralité du Net pour la société.

**XP** — *Il y a donc une vision de gauche et une vision de droite du rapport entre l'Internet et l'État...*

**BB** — Une fois que les politiques ont compris de quoi ils parlent, on retrouve un clivage droite/gauche relativement classique. Et qui n'est pas si clivant que ça, parce que même Laure de La Raudière admet qu'il y a quand même deux trois choses à interdire. Quand elle m'a auditionné pour son rapport parlementaire, je lui ai demandé : « Qu'est-ce qui empêche FDN de filtrer ump.org ? Si je veux filtrer le site web de l'UMP, rien n'interdit FDN de le faire. Aucun de mes abonnés ne peut porter plainte. C'est non qualifié. » Elle a laissé un blanc très marqué. Puis elle a dit « Ok, Je crois que j'ai compris. » Elle en est elle aussi arrivée à l'idée qu'il faut quand même interdire des choses.

**XP** — *Tu n'es pas étonné que la neutralité du Net ne soit pas un débat public plus important que ça ?*

**BB** — Avec le fonctionnement de la finance, c'est probablement le débat essentiel de ce début de XXI<sup>e</sup> siècle. Et, de manière assez amusante, ce sont deux débats assez anciens. La neutralité de l'Internet, c'est exactement le même débat que celui de la liberté de la presse. Il n'a pas changé d'une virgule depuis le XVI<sup>e</sup> siècle. Les conséquences sur la société de l'apparition d'Internet et la façon dont il restructure le débat posent les mêmes questions que celles qui sont apparues quand des imprimeries ont commencé à fleurir un peu partout. Ce sont les mêmes questions, qui créent les mêmes tensions, les mêmes conflits, et qui auront les mêmes réponses. Des militants de l'Open Data, qui se mettent à regarder ce que font vraiment les députés, à créer des sites pour montrer leurs votes, leur assiduité à l'assemblée, etc., ça a à voir avec la Réforme. Avant l'imprimerie, dans un village, il y avait une église, un curé, et éventuellement un exemplaire de la Bible. Les gens n'avaient accès au texte que par ce que le curé voulait bien en dire. La révolution de l'imprimerie, c'est la possibilité de lire la Bible et de contester la lecture du curé. Ça a donné la Réforme, et ça s'est terminé dans le sang. Mais les gens se sont réappropriés le texte. Ce qu'on retrouve avec Internet est très similaire. Les gens se réapproprient le texte.

**XP** — *Y a-t-il un rapport entre ce que tu vis là, de manière intense dans les réseaux, et le fait que tu passes tes week-ends à imprimer sur tes vieilles presses, retrouvant justement une pratique liée à la dernière grande rupture ?*

**BB** — C'est une coïncidence amusante en effet, mais pour moi il n'y a pas de lien. Mon goût pour l'imprimerie est lié à quelque chose de très physique et de très sensuel. Le papier, c'est beau. L'encre, ça sent bon. J'aime le texte écrit.

**XP** — *Cette sensualité te manque dans les réseaux ?*

**BB** — C'est très sensuel le réseau. D'abord le rapport qu'on a avec l'objet, le terminal, que ce soit un téléphone, une tablette, un ordinateur, comme on accorde beaucoup d'importance à la forme d'un livre, on accorde beaucoup d'importance à l'esthétique du terminal, c'est normal.

**XP** — *La différence entre l'imprimerie et l'ordinateur, c'est que la presse ne cache rien. Alors que l'ordinateur masque son fonctionnement. Je comprends la mécanique de la presse, celle de l'ordinateur beaucoup moins.*

**BB** — Pourtant, celle de l'ordinateur est beaucoup plus à ta portée. La grande différence entre l'imprimerie et l'Internet, entre l'informatique et les techniques précédentes, c'est que l'informatique est à la portée de tout le monde. Moi, je n'ai pas appris l'informatique en école d'ingénieur. Je l'ai apprise chez moi, dans ma chambre. J'ai eu mon

premier ordinateur en CM2 et j'ai appris à programmer dessus. Quand je suis entré en école d'ingénieur, je savais déjà programmer depuis longtemps. Quand j'ai passé mon bac, je connaissais déjà six ou sept langages informatiques différents. À l'école d'ingénieur, j'en ai appris cinq ou six autres. Depuis, encore cinq ou six nouveaux.

**XP** — *Il y a un courant identifié qui milite pour que le code informatique soit appris dans les écoles. Tu penses que ça devrait être le cas ?*

**BB** — Oui. Bien sûr. Il faut avoir fait à l'école un peu de programmation comme on a fait un peu de mathématiques et un peu de physique. Il faut comprendre que ce n'est pas magique. C'est grave que les gens croient à la magie, c'est le début de toutes les peurs. Aujourd'hui, n'importe quel politique à qui on parle liberté de la presse comprend le sujet. Il n'est pas forcément pour, mais il comprend le sujet et son importance. Si on parle neutralité du Net au même politique, il ne comprend pas le sujet. Pourquoi ? Parce qu'il a l'impression qu'il y a de la magie. Comprendre, c'est le prérequis pour réfléchir. Il faut comprendre que tout est programme dans l'informatique.

**XP** — *Et il y a de la politique dans la programmation ?*

**BB** — Pas dans la programmation elle-même. Mais dans ce qu'on programme, oui. Le monde numérique n'existe que par ce qui est programmé. Écrire le programme, c'est écrire la réalité. Tout ce qui n'est pas autorisé par un programme supprime un possible de la réalité. C'est extrêmement fort. Un exemple type de ça, c'est le fonctionnement de Facebook, qui s'amuse régulièrement à rendre possible ou impossible telle manipulation, à modifier telle ou telle règle d'accès à telle ou telle information, etc. On voit bien l'influence du bout de programme écrit par Facebook. C'est structurant pour la manière dont on va utiliser l'outil, pour ce qu'on va en faire. Établir ce que les gens peuvent ou ne peuvent pas faire, c'est de la politique, même si ça ne porte pas ce nom.

**XP** — *Facebook, c'est donc une forme d'entité politique.*

**BB** — C'est un gouvernement autocratique. En matière de vie numérique, Facebook est ce qu'on peut faire de pire.

**XP** — *C'est bizarre, parce que Facebook est en un sens l'émanation la plus parfaite de ce que peut produire Internet. Ça vient du bas, de petits jeunes de Harvard qui savent coder et créent un service. En même temps, c'est ce qu'il y a de plus critiquable.*

**BB** — Ce truc n'est pas le produit d'Internet. C'est le produit du libéralisme que permet le réseau. Mais le réseau ne se résume pas au libéralisme. Si on veut comprendre ce que l'Internet peut produire, il vaut mieux réfléchir sur la base de ce qu'est le mail. Le mail, c'est un autre service que tout le monde utilise et dont la particularité est de ne pas avoir de centre, contrairement à Facebook. Ce qui est intéressant, c'est la manière dont le mail s'est fait. Il s'est fait comme Internet s'est toujours fait. Par discussion et par consensus. Quelqu'un a dit un jour : je propose que pour échanger des messages électroniques, on fasse comme ça. Il a proposé une méthode assez archaïque selon les critères actuels, mais qui fonctionnait. Et puis, petit à petit, des gens sont venus en proposant de l'améliorer grâce à tel outil permettant de faire passer les messages d'un réseau à l'autre, grâce à des formats d'adresse compatibles avec des réseaux différents. Chacun a apporté une brique, cette norme a évolué. C'est comme ça que fonctionne Internet. Facebook, c'est le contraire. Ils ont implémenté un truc. Ils ont dit : regardez, c'est rigolo, c'est cool, c'est fun,

utilisez-le. Comment c'est fait ? On ne sait pas. Ça ne s'appuie sur aucune norme. Avec qui vous discutez pour savoir comment le faire marcher ? Personne. Si la boîte coule, le réseau disparaît. C'est vraiment le contraire de l'Internet, même dans son modèle de développement. Ils ont pris beaucoup à la communauté. Ils ont disposé d'un réseau qu'ils n'ont pas créé. Ils ont disposé de bases de code qu'ils n'avaient pas écrites. Ils utilisent plein d'outils en général libres et mis à disposition gratuitement. Mais ils n'ont rien apporté. Facebook se comporte en pur parasite.

**XP** — *Tu penses que les autorités de régulation de l'Internet devraient interdire Facebook ? Ou tu milites au contraire pour que ça reste libéral dans le sens où les usagers ont la liberté de prendre la mesure des choses par eux-mêmes et de quitter Facebook ?*

**BB** — Interdire, non. C'est idiot. Mais il faudra de toute façon réguler parce que Facebook est devenu trop gros. Quand Facebook joue avec ses petites règles dans son petit code et influe sur la vie de 500 millions de personnes, c'est une question qu'on ne peut pas négliger politiquement. Le fait de laisser la vie privée de 500 millions de personnes à une entreprise privée est une vraie question politique. Qui a élu les dirigeants de Facebook ? Le pouvoir des banquiers est du même ordre, sauf qu'il n'y a pas qu'une seule banque dans le monde, il y en a des milliers. Ce n'est pas Internet qu'il va falloir réguler, ce sont ces services qui sont trop puissants et contre lesquels il va falloir à un moment ou à un autre protéger le simple utilisateur. Ça peut se faire soit par la régulation, soit par des choix structurants de société qui ne relèvent pas de la régulation. Par exemple, décider de financer la recherche et le développement dans le but de fournir des alternatives ouvertes à Facebook. C'est un vrai choix de société. Modifier les conditions du marché pour qu'une concurrence puisse exister, c'est un vrai choix. Imposer l'interopérabilité — qui permettrait de faire migrer son profil sur un autre réseau et de faire interagir les deux réseaux, comme on échange des mails sans être abonné chez le même opérateur — c'est un vrai choix. Si d'une main tu imposes l'interopérabilité et que de l'autre tu finances le développement de concurrents potentiels, tu définis les règles du jeu et tu l'ouvres.

**XP** — *Au fond, tu es libéral. . .*

**BB** — Non. Dire que l'État doit investir dans les projets de recherche qui permettraient de créer une alternative à Facebook, c'est une approche qui n'est pas libérale du tout. C'est le contraire du libéralisme de penser que l'État doit investir dans l'économie.

**XP** — *C'est compliqué. . . Ça me perturbe, ça brouille mes vieilles catégories. . .*

**BB** — La lecture ancienne qui oppose une entreprise privée avec un jeune patron dynamique façon Bernard Tapie d'un côté et l'administration des PTT de l'autre est dépassée depuis très longtemps. D'ailleurs, quand je demande aux gens du Front de gauche comment ils définissent le service public, je constate qu'ils ont compris quelque chose. Toi, quand on te dit « service public » tu penses administration des PTT, Sécurité sociale, des trucs figés et pyramidaux. Eux voient les choses très différemment, ils voient mille petits services publics locaux qui sont interconnectés en réseau. C'est une sorte de décalque de la manière dont fonctionne l'Internet, mais hors d'Internet. Ce n'est pas un modèle décidé par un plan quinquennal, mais mille petits services publics tous subtilement différents organisés sous le format juridique de la SCIC, un mélange de coopérative et de société d'économie mixte. Il en faut des milliers : quelque part, c'est très libéral.